

Le peuple, la révolution et le macronisme

Le « dégagisme » a représenté plus de 41% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle. Ces votes ont représenté un bulletin portant le nom d'un dénonciateur de la mondialisation, de l'Europe, de l'économie de marché. Une véritable insurrection électorale a eu lieu.

Malgré ce chiffre, le candidat qui est le favori du second tour de l'élection présidentielle incarne pourtant tout ce que ces français en colère ne veulent plus voir :

1/ il remet en cause de l'identité française. 2/ il incarne le petit monde politico-médiatique. 3/ il reconnaît l'importance des lobbys qui souhaitent instaurer la PMA et la GPA. Les agences de gestation pour autrui démarchent d'ores et déjà leurs clients en plein Paris. 4/ il incarne les cinq années de François Hollande dont il a été le plus proche collaborateur. Tout le monde sait bien que l'on n'a pas fini de payer les errements de la présidence Hollande, dont le bilan n'a pas encore été fait.

Croyant faire la révolution, « le peuple » s'engagera donc dans le macronisme , ce qui sauvera le système encore quelque temps.

Pourtant Emmanuel Macron est entouré d'une équipe de jeunes passés par l'Ena ou Normale sup. Ils sont censés incarner la résistance au populisme, mot fourre tout aux contours indéfinis. Ils sont le renouveau, « l'alternance véritable » comme disent les communicants. A travers Macron c'est tout un système qui veut se sauver. Il est le représentant des bourgeois urbains bien traités par la mondialisation. C'est pourquoi la grande majorité des hommes politiques de droite et de gauche, la main sur le cœur encouragent leurs électeurs du premier tour à voter pour Emmanuel Macron au second tour...

Macron veut supprimer l'ISF mais sans le dire clairement

La France est le seul pays qui cumule deux impôts progressifs sur le patrimoine : l'un sur la valeur de ce patrimoine (ISF) l'autre sur les revenus qu'il génère (IR). Cela a pour conséquence que le patrimoine génère dans certains cas une rentabilité négative s'il est fiscalisé dans la tranche à 45%, qu'il paye la CSG et la CRDS et ensuite l'ISF et la taxe foncière.

Contrairement à ce que dit Emmanuel Macron l'immobilier en France est déjà largement surtaxé.

C'est un impôt qui coûte plus cher à recouvrer qu'il ne rapporte (5 Md€) puisqu'il engendre une diminution de recettes de l'ordre de 20 Md€ en raison de la perte d'assiette engendrée par le départ des contribuables à l'étranger. Encore 12 000 français ont quitté leur pays en 2016. Il y en avait eu déjà 60 000 entre 2000 et 2016.

C'est le résultat d'une lutte contre la richesse et non pas contre la pauvreté...

Tous ces français qui ont été obligés de quitter leur pays seraient beaucoup plus utiles dans leur pays qu'à Londres, Bruxelles, Genève ou Lisbonne.

Il paraît que l'immobilier qui est déjà surtaxé va l'être encore avec le nouvel ISF qui sera maintenu. On a du mal à comprendre pourquoi l'Etat fait une différence entre les bons investissements en action et les mauvais investissements en immobilier. A minima, si l'ISF était même en partie maintenu son taux devrait refléter l'évolution des taux d'intérêts et donc celle des rendements des placements. Être taxé à 1% quand les taux d'intérêts sont proches de zéro n'est pas du tout la même chose que quand l'inflation était à 7% ce qui était le cas lorsque cet impôt a été créé.

De nouvelles dépenses, de nouveaux impôts mais assez peu d'économies

Emmanuel Macron prétend bouleverser considérablement l'écosystème économique et social. On a beaucoup de mal à comprendre comment il va y arriver en regardant ses grandes mesures phare.

Les 35 heures dont il souhaitait la suppression. On est en est à la conservation du temps de travail et à l'ouverture de discussions avec la branche professionnelle ou l'entreprise...

L'assurance vie. Il veut taxer tous les revenus du capital à 30% alors qu'elle est actuellement taxée à 23% pour les contrats détenus depuis plus de huit ans. Tous les français qui ont fait un

effort d'épargne pour compléter leur retraite risquent d'être déçus...

La retraite à points qu'il faudra faire accepter par les fonctionnaires commencera par une hausse de la CSG...

Le droit au chômage tous les cinq ans n'a rien à envier au revenu universel de Benoit Hamon...

Nulle trace d'économies dans le livret de campagne de 32 pages qu'il a distribué aux électeurs du premier tour.

Sans capitalisme français il n'y aura plus de souveraineté nationale

Une fois élu le nouveau président ou la nouvelle présidente devra essayer de réconcilier un pays divisé en quatre camps à peu près égaux et irréconciliables : 1/ Les électeurs d'Emmanuel Macron, 2/les sympathisants de Marine Le Pen et les anti système de Nicolas Dupont-Aignan, 3/ les gauchistes de Jean Luc Mélenchon, 4/les socialistes survivants de Benoit Hamon, sans parler des trotskistes de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud. Au mieux ce sera le retour à la quatrième république.

Emmanuel Macron se présente comme « le président des patriotes face à la menace nationaliste ». Marine Le Pen a fait imprimer des tee shirt sur lesquels on peut lire « Ici c'est la France, aime la ou quitte la »...

A tous ceux qui invoquent la souveraineté nationale, il faudrait qu'ils réalisent que déjà 17 sociétés du CAC 40 sont déjà sous contrôle d'investisseurs étrangers. Il ne reste plus que cinq sociétés sous contrôle majoritaire français (LVMH, Bouygues, Sodexo, Kering) qui ont un actionariat familial et Air Liquide qui a depuis des décennies une base d'actionnaires français qui sont particulièrement bien traités. A force de faire fuir les investisseurs à l'étranger et de ne pas

vouloir mettre en place de véritables fonds de pension il n'y a plus de capitalisme français...

Après la traque subie par François Fillon, ce qu'il reste de la droite recommande majoritairement de voter Emmanuel Macron afin de « viser la cohabitation » après les législatives. L'expérience nous a appris qu'il fallait se méfier des comportements cachés qui auraient échappé aux sondeurs. Un taux élevé d'abstention pourrait favoriser plus Marine Le Pen qu'Emmanuel Macron...